

La difficile négociation sur le salaire minimum au Cambodge

Par [Lepetitjournal Cambodge](#) | Publié le 27/09/2021



Alors que le secteur du textile a été durement touché par la crise covid, les employeurs sont déterminés à réduire le salaire minimum cambodgien, tandis que les travailleurs exigent davantage - les deux parties affirment que leurs propositions sont nécessaires pour se remettre de la pandémie.

PHNOM PENH - Les négociations ont repris autour du salaire minimum du Cambodge, mais les salaires 2022 des quelque 600 000 travailleurs de l'habillement, du textile et de la chaussure sont plus que jamais contestés, la pandémie de COVID-19 ayant fait des ravages tant chez les employés que dans les entreprises d'exportation.

On a rarement vu une telle divergence entre les propositions de salaire minimum soumises par les employeurs et les syndicats, ces derniers demandant une augmentation de 22,20 dollars pour passer de 192 dollars par mois actuellement à 214,20 dollars, tandis que les employeurs espèrent ramener le salaire minimum à un niveau inférieur à celui d'avant la pandémie, soit 183,40 dollars, ce qui représente une baisse de 4,4 %.

Ces propositions ont été faites lors du deuxième cycle de négociations sur le salaire minimum de l'année à venir, le 14 septembre, mais les deux parties restent farouchement opposées à leurs suggestions respectives.

Ath Thorn, président de la Confédération cambodgienne du travail, a déclaré que les employeurs devraient augmenter les salaires des travailleurs de manière adéquate, car le marché cambodgien semble revenir à la normale.

"Si les salaires ne sont pas augmentés de manière adéquate, les travailleurs seront confrontés à des difficultés encore plus grandes en raison de leurs besoins de subsistance", a-t-il déclaré. "Les employeurs devraient au moins augmenter les salaires de manière plus correcte que les années précédentes."

Entre 2020 et 2021, le salaire minimum du Cambodge n'a augmenté que de 2 dollars, passant de 190 à 192 dollars par mois, mais c'était après que l'Association des fabricants de vêtements du Cambodge (GMAC) ait fait pression sur le gouvernement, en réclamant un gel du salaire minimum au milieu de la pandémie de COVID-19.

L'augmentation du salaire minimum de l'année dernière a été considérée par les travailleurs comme insuffisante en raison de l'augmentation du coût de la vie et de l'accroissement des dettes contractées pour survivre - surtout en comparaison avec l'augmentation de 8 dollars du salaire minimum prévue entre 2019 et 2020.

L'augmentation, la réduction ou le maintien du salaire minimum sera déterminé lors d'une troisième réunion entre les représentants des travailleurs, des employeurs et le gouvernement. Heng Sour, porte-parole du ministère du Travail, a refusé de commenter les négociations en cours.

Réduire les salaires pour sauver les entreprises

Le secrétaire général de GMAC, Ken Loo, a qualifié de "grotesque" la demande des syndicats d'un salaire minimum de 214,20 dollars, en faisant valoir que le secteur de la confection avait énormément souffert de la pandémie et que le coût croissant des affaires ne pouvait supporter une autre augmentation du salaire minimum.

"Leurs affirmations selon lesquelles le secteur est plus rentable que jamais sont grotesques, tout est devenu plus imprévisible et il est clair que les entreprises absorbent des coûts supplémentaires pour assurer la sécurité des travailleurs", a déclaré M. Loo, ajoutant que les masques, le désinfectant pour les mains et d'autres précautions pour se prémunir contre les infections font augmenter les coûts pour les entreprises.

Il a également noté que le Cambodge était l'un des seuls pays producteurs de vêtements à envisager d'ajuster son salaire minimum et s'est dit surpris que celui-ci ait augmenté en 2021, étant donné qu'il avait été gelé parmi les autres pays producteurs de vêtements.

"Il n'y a rien de personnel, nous travaillons selon les critères prescrits par la loi et notre proposition de salaire est basée sur des données, je ne comprends pas le raisonnement de leur proposition [des travailleurs], les exportations ont clairement diminué de 10 %", a-t-il déclaré.

Les exportations au sein du secteur de l'habillement du Cambodge ont chuté de 10,2 % selon les données du ministère du Commerce - en 2019, le Cambodge a exporté des vêtements pour une valeur de 8,2 milliards de dollars, contre seulement 7,4 milliards de dollars en 2020. De même, le ministère du Travail a annoncé en juillet 2021 que les exportations de vêtements, textiles et chaussures du Cambodge pour les six premiers mois de l'année étaient évaluées à 3,7 milliards de dollars, soit une baisse de 5,4 % par rapport à la même période en 2020.

"Nous devons comprendre qu'il s'agit [de réduire le salaire minimum] de sauver les entreprises", a déclaré Loo. *"S'il n'y a pas d'entreprise, il n'y a pas de salaires. Certes, nous avons vu des licenciements, des réductions de salaire et d'autres mesures pour sauver les entreprises et ce n'est pas idéal, mais c'est mieux que rien."*

Le secteur cambodgien de l'habillement a déperé pendant la pandémie : environ 450 usines auraient, dans une certaine proportion, suspendu leurs activités et 83 autres auraient entièrement fermé leurs portes.

Mais alors que les principales destinations d'exportation du Cambodge commencent à rouvrir leurs portes grâce au succès des campagnes de vaccination et à la baisse des cas de COVID-19, la Banque asiatique de développement (BAD) a suggéré dans un récent rapport que les exportations cambodgiennes de vêtements devraient rebondir.

Tout en notant que la croissance économique s'était contractée à seulement 2,3 % en 2020. La BAD prévoyait en avril 2021 une hausse de la croissance à 5,5 % en raison de la réouverture des économies des principaux partenaires commerciaux. La BAD a ramené cette prévision à un niveau plus modeste de 4 % en septembre 2021.

Les travailleurs cambodgiens luttent pour survivre

Le gouvernement a estimé que quelque 150 000 emplois ont été perdus dans le secteur et que ceux qui ont conservé leur emploi ont subi des baisses de salaire allant jusqu'à 50 %. Dans l'ensemble du secteur et au-delà, des accusations d'intimidation des syndicats ont été lancées, les marques gardant le silence sur des questions de spoliations de salaire présumées.

La pandémie a poussé les travailleurs de l'habillement cambodgiens au désespoir et à la famine. En effet, les restrictions imposées par le COVID-19 et les usines qui refusent de payer correctement leurs employés ou de leur accorder les avantages prévus par le contrat ont fait grimper en flèche l'endettement et le désespoir des 650 000 travailleurs de l'habillement restants dans le pays.

Dans ce contexte, la lutte pour l'ajustement du salaire minimum est devenue plus animée que d'habitude, les employés et les employeurs cherchant désespérément à se remettre de la tourmente provoquée par la pandémie de COVID-19.

"Il est difficile de voir comment les travailleurs pourraient survivre avec cela", a déclaré Patrick Lee, un consultant juridique du groupe de défense des droits des travailleurs CENTRAL, lorsqu'on lui a demandé ce qu'il pensait du salaire minimum de 183,40 dollars proposé par les employeurs.

"Un ouvrier de la confection qui loue une chambre à Phnom Penh paie probablement entre 30 et 50 dollars de loyer par mois. Sur ses 183,40 dollars, il lui reste entre 153 et 133 dollars pour le mois, soit 4 à 5 dollars par jour à dépenser. Ces 4 à 5 dollars par

jour doivent être utilisés pour couvrir la nourriture, les services publics, le remboursement de la dette, le transport, les frais de santé, les frais de scolarité des enfants et, plus que probablement, l'argent pour subvenir aux besoins des parents", a-t-il déclaré. "Ce n'est pas un salaire de subsistance".

Lee dit que la pandémie a exercé une pression à la fois sur les travailleurs et les usines, mais a fait l'éloge des travailleurs de l'habillement du Cambodge pour avoir enduré l'insécurité de l'emploi, l'incertitude sur les paiements et bravé le risque d'infection afin de gagner leur vie.

"Les travailleurs de l'industrie de la confection ont été exposés à un risque énorme d'infection par le COVID-19, beaucoup ont travaillé plus de dix heures par jour ainsi que le dimanche, et c'est ainsi que les employeurs veulent les remercier de leurs sacrifices, avec une réduction de salaire", a ajouté M. Lee.

Les marques sont invitées à agir sur les conditions de travail au Cambodge

Alors que Loo de GMAC avait fait valoir que la baisse du salaire minimum n'affecterait pas les travailleurs ayant des contrats existants qui garantiraient toujours un salaire supérieur ou égal aux 192 dollars convenus pour 2021, la CENTRALE et d'autres groupes de défense des droits des travailleurs ont précédemment découvert des tactiques de déréglementation sans scrupules dans le secteur de l'habillement.

Alors que Loo de GMAC avait fait valoir que la baisse du salaire minimum n'affecterait pas les travailleurs ayant des contrats existants qui garantiraient toujours un salaire supérieur ou égal aux 192 dollars convenus pour 2021, le CENTRAL et d'autres groupes de défense des droits des travailleurs ont précédemment découvert des techniques de déréglementation sans scrupules dans le secteur de l'habillement qui ont entraîné des conditions de travail plus mauvaises, une plus grande insécurité de l'emploi et moins de pouvoir collectif pour s'organiser. Le Workers' Rights Consortium a signalé qu'en avril 2021, 10 usines au Cambodge avaient fermé ou licencié des employés et devaient collectivement plus de 23 millions de dollars en salaires et avantages sociaux impayés.

Ainsi, le recours à des contrats à durée déterminée - qui rend les travailleurs facilement remplaçables pour des motifs autrement irrecevables en vertu du droit du travail cambodgien - pourrait affecter de nombreux travailleurs qui verraient leur contrat résilié pour être réembauchés au nouveau salaire minimum, potentiellement inférieur.

C'est en raison de violations persistantes du droit du travail et des droits de l'homme que l'Union européenne a partiellement suspendu l'accès du Cambodge au programme commercial préférentiel Tout sauf les armes en février 2020. Le Premier ministre Hun Sen avait laissé entendre qu'il était plus heureux de subir une perte commerciale que de répondre aux exigences de l'UE en matière de réforme du droit du travail et des droits civils.

Dans cette optique, M. Lee a appelé les marques internationales qui achètent des produits fabriqués au Cambodge à intervenir et à s'attaquer aux problèmes qui sévissent dans le secteur de l'habillement.

"Je pense qu'il est temps que les marques internationales de vêtements viennent à la table de ces discussions sur le salaire minimum", a-t-il conclu. "Beaucoup d'entre elles ont réalisé des millions, voire des milliards de dollars de bénéfices pendant la pandémie. Il est temps pour elles de commencer à contribuer directement aux salaires des travailleurs afin de leur assurer un niveau de vie décent. »